SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1875.

Rapports faits au nom de la Commission des Naturalisations sur des demandes de Naturalisation ordinaire.

Présents : MM. le Baron d'ANETHAN, Président; le Baron G. DE WOELMONT, SOLVYNS, le Baron BETHUNE, et VAN SCHOOR, Secrétaire.

I.

Par M. le Baron BETHUNE, sur la demande du sieur JOSSE-GUILLAUME ANDREWS, chef de division à l'administration des biens de S. A. R. le Comte de Flandre, à Laeken.

(Voir le n° 74 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Josse-Guillaume Andrews, né à Laeken de parents anglais le 1^{er} juillet 1837, sollicite, par requête du 29 janvier 1874, la naturalisation ordinaire, s'engageant éventuellement à payer le droit fixé par la loi du 15 février 1844.

Le père du pétitionnaire a été pendant de longues années au service de Sa Majesté Léopold 1^{er}, et lui-même n'a jamais quitté la Belgique. Il n'a pas fait sa déclaration de vouloir profiter de la faveur que l'article 9 du Code civil accorde aux fils d'étrangers, nés en Belgique, parce qu'à l'âge voulu sa position n'était pas définitivement fixée chez son Altesse Royale le Comte de Flandre, où, depuis 1867, il est attaché à l'administration des biens.

Il n'a pas été appelé à tirer au sort pour la milice en Belgique, à cause de la législation sur cette matière en Angleterre. Il a épousé une Belge.

La Chambre des Représentants, dans sa séance du 5 mars dernier, a pris en considération la demande du sieur Andrews, par 58 suffrages contre 14.

Votre Commission a l'honneur de proposer au Sénat de lui faire également un accueil favorable.

(2)

II.

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur NICOLAS STOMP, négociant à Charleroi.

(Voir le n° 186 de la Chambre des Représentants, session 1873-74.)

MESSIEURS,

Le sieur Nicolas Stomp est né à Osperen, Grand-Duché du Luxembourg, le 30 juin 1830. Par requête du 21 janvier 1874, il sollicite la naturalisation ordinaire.

Après avoir exercé diverses professions, il s'est établi, il y a 20 ans, à Charleroi où il a acquis une maison et est devenu négociant. Il a épousé une Belge et est père de 3 enfants.

Les certificats des autorités établissent qu'il a satisfait dans son pays natal aux lois sur la milice et qu'il est de bonne conduite et moralité.

La loi du 30 décembre 1855 le dispense de payer le droit d'enregistrement.

La Chambre des Représentants, dans sa séance du 5 mai 1875, a pris en considération la demande du sieur Nicolas Stomp, par 51 suffrages contre 21.

Votre Commission, Messieurs, a l'honneur de proposer au Sénat de lui faire également un accueil favorable.

III.

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur JEAN-BAPTISTE-LOUIS CATALA, industriel, à Braine-le-Comte.

(Voir le n° 56 de la Chambre des Représentants, session 1873-1874.)

MESSIEURS.

Le sieur Catala, qui sollicite la naturalisation ordinaire, est né à Schlestadt (Alsace), le 23 janvier 1817, et habite la Belgique depuis 1849.

Le pétitionnaire avait antérieurement séjourné pendant quelques années en Russie avec un de ses oncles qui, tout en pratiquant la médecine, s'occupait d'industrie et avait attaché son neveu à un de ses établissements.

Il habite depuis 1855 la ville de Braine-le-Comte, où il dirige une papeterie mécanique, dont il est propriétaire.

Son frère, qui a épousé une femme belge, est à la tête d'une industrie similaire, à Fauquez sous Ittre (Brabant).

Il résulte des renseignements fournis à votre Commission, que le sieur Catala a quitté honorablement son pays et y a satisfait aux lois sur le recrutement militaire.

Les autorités consultées le présentent comme méritant, par sa conduite, par l'honorabilité de son caractère et par la position qu'il occupe dans l'industrie, la haute faveur qu'il sollicite.

(3)

Il a pris l'engagement de payer, le cas échéant, les droits d'enregistrement établis par la loi.

Votre Commission est unanime pour vous proposer d'accueillir favorablement la demande du sieur Catala, demande qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 16 janvier 1874, à la majorité de 56 suffrages contre 19.

IV.

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur CHARLES WIENER, maître graveur à la Monnaie, à Bruxelles.

(Voir le n° 86 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

La Législature est saisie d'une demande en naturalisation ordinaire qui lui est adressée par le sieur Charles Wiener, maître graveur à la Monnaie.

Le pétitionnaire est né à Venloo le 25 mars 1831 ; venu en Belgique en 1845, il y fréquenta, jusqu'en 1854, l'Académie royale des Beaux-Arts.

Après avoir exercé avec distinction l'art de la sculpture et de la gravure successivement à La Haye et en Portugal, le sieur Wiener revint en Belgique en 1867. Il est décoré de plusieurs ordres étrangers. Il a fourni la preuve d'avoir, dans son pays, satisfait aux lois sur la milice et de s'y être toujours conduit d'une manière honorable.

Les autorités consultées estiment que le pétitionnaire est digne de la haute faveur qu'il sollicite.

Le sieur Wiener a pris, pour autant que de besoin, l'engagement de payer, le cas échéant, les droits d'enregistrement fixés par la loi.

Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 5 mars 1875, à la majorité de 54 suffrages contre 18. Votre Commission a l'honneur de vous proposer de lui faire, à votre tour, un accueil favorable.

Le Secrétaire,
J. VAN SCHOOR.

Le Président,
Baron D'ANETHAN.